



N° 11148 ★ 04

Formulaire obligatoire (art. 38 sexdecies Q de l'annexe III au Code général des Impôts)



IMPÔT SUR LE REVENU BÉNÉFICES AGRICOLES

Exercice ouvert le ou Période du		et clos le au		(en cas de création ou de cessation en cours d'année)	RÉGIME DU BÉNÉFICE RÉEL NORMAL	
Adresse du service où doit être déposée cette déclara- tion					Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire)	
<b>A IDENTIFICATION</b>					Adresse de l'exploitation principale (si différente de celle figurant au cadre identification)	
Identification du destinataire et activité exercée					Adresse du domicile de l'exploitant : (si elle est différente de l'adresse ci-dessus, ou ci-contre)	
<div>Insp. N° dossier N° Siret</div>					Adresse des autres exploitations : (si ce cadre est insuffisant, utiliser un état annexe)	
Préciser éventuellement : l'ancienne adresse en cas de changement : le téléphone :					Code de l'activité (voir page 4)	
<b>B EURO</b>		DÉCLARATION À SOUSCRIRE EN EUROS (ne pas porter de centimes d'euro) Si vous êtes dans une des situations visées page 4, cochez, le cas échéant, la case ci-contre. <input type="checkbox"/> FRANCS				
<b>C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION</b> (voir renvois page 3)						
					Col. 1	Col. 2
1 Résultat fiscal Bénéfice col.1, Déficit col. 2 (report des lignes XG ou XH de l'imprimé n° 2151)						
2 Revenus de valeurs et capitaux mobiliers (compris dans les résultats ci-dessus)						
— Revenus exonérés de l'impôt sur le revenu.....					a	
à déduire : quote-part des frais et charges correspondants ①.....					b	
revenus nets exonérés (a – b) .....					c	
— Revenus soumis à l'impôt sur le revenu ②.....					d	
Total (c + d) à reporter col. 2 .....					e	
3 Abattement et déduction ③ ④ (report des lignes XJ et XK de l'imprimé n° 2151)						
4 Total					f	
5 Bénéfice imposable dans la catégorie des « Bénéfices agricoles » (col. 1 – col. 2) ou Déficit éventuellement déductible des autres revenus (col. 2 – col. 1) ② ⑤ à reporter sur la déclaration de revenus n° 2042.					g	
6 Plus-values nettes					h	
Lignes XM et XR de l'imprimé n° 2151		à long terme imposables au taux de 16 % ② ⑥		taxées selon les règles prévues pour les particuliers		à long terme (art. 39 quindecies I-1 du CGI)
7 Imputations						
Afférentes		aux revenus ② ⑦ de valeurs mobilières		montant du crédit formation ⑧		montant du crédit recherche ⑨
8 Entreprises implantées en zone ⑩ franche Corse (art. 44 decies)						
		exonération des plus-values à long terme imposables au taux de 16 %		exonération du bénéfice		crédit d'impôts ⑪ pour investissement en Corse
9 Contribution annuelle sur les revenus locatifs et contribution représentative du droit de bail (cf. notice page 2)						
Immeubles achevés depuis plus de 15 ans			Autres locations		Locations de droits de chasse et de pêche	
A - Recettes nettes sou- mises à la CRDB et à la CACRDB de 2,5 %			B - Recettes nettes soumises à la seule CACRDB (ou à la CRL de 2,5 %			C - Recettes nettes soumises à la seule CRDB de 2,5 %
						D - Recettes nettes soumises à la CRDB de 18 %

Nom, adresse, téléphone du comptable :  
du conseil :  
du C.G.A. :

N° d'agrément du C.G.A.

A....., le .....  
Signature et qualité du déclarant

VISA

ET CACHET  
(voir page 2 cadre G)

## D DÉCLARATION SPÉCIALE À FOURNIR PAR LES SOCIÉTÉS

Ce cadre concerne toutes les sociétés, associations ou groupements non passibles de l'impôt sur les sociétés à raison de leur activité agricole.

Nom, prénoms, adresse, qualité des associés	Part du bénéfice net ou du déficit <sup>①</sup>	Part des revenus de valeurs et capitaux mobiliers <sup>②</sup>	Part de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal ou crédit d'impôt)	Part de la plus-value nette à long terme
1	2	3	4	5

<sup>①</sup> Mentionnez la part respective de chacun des associés dans le bénéfice net ou le déficit indiqué au § 5 du cadre C de la présente déclaration compte tenu de leurs droits, non seulement sur le résultat ressortant des écritures sociales, mais aussi sur les intérêts et appointements statutaires notamment, qui ont été portés en déduction pour la détermination de ce résultat et réintégrés pour l'évaluation du bénéfice ou du déficit fiscal.

<sup>②</sup> Il s'agit de la part revenant à chaque associé dans le montant des revenus de valeurs et capitaux mobiliers, avant déduction de la quote-part des frais et charges y afférents, tels qu'ils ont été déclarés au § 2b du cadre C de la présente déclaration.

## E RELEVÉ DE CERTAINS FRAIS GÉNÉRAUX <sup>③</sup>

Montant des :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 30,49 € (1) [200 F] par bénéficiaire (toutes taxes comprises).</li> <li>- Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacle, qui se rattachent à la gestion de l'exploitation et dont la charge lui incombe normalement.</li> </ul>	Exercice _____

<sup>③</sup> Ce cadre concerne les exploitants individuels dont les frais excèdent, par exercice, 3 048,98 € (2) [20 000 F] pour les cadeaux ou 6 097,96 € (3) [40 000 F] pour les frais de réception.

Les exploitants autres qu'individuels utilisent éventuellement le relevé de frais généraux n° 2067.

**IMPORTANT :** Les montants précités s'appliquent pour les exercices clos au plus tard au 31 décembre 2001. Pour les exercices clos à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les montants suivants devront être retenus : (1) 30 €, (2) 3 000 €, (3) 6 100 €.

## F DIVERS

Si vous êtes membre d'une société ou d'un groupement exerçant une activité agricole <sup>④</sup>, veuillez en indiquer la dénomination, la forme et l'adresse :

<sup>④</sup> Il s'agit des sociétés et groupements non passibles de l'impôt sur les sociétés : sociétés de fait ou en nom collectif, indivisions, métayages, sociétés en participation, sociétés civiles de droit commun, groupements fonciers agricoles, groupements agricoles d'exploitation en commun, entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée ou exploitations agricoles à responsabilité limitée.

## G ADHÉRENTS DES CENTRES DE GESTION AGRÉÉS

*(Joindre à la présente déclaration l'attestation délivrée par le centre)*

— Numéro de centre de gestion agréé :

Numéro d'identification du centre de gestion agréé attribué par l'administration lors de l'agrément (6 chiffres).

— Abattement :

L'abattement n'est pas déterminé par l'exploitant. Il sera calculé par le service lors de l'exploitation de la déclaration de vos revenus n° 2042, sur la totalité du revenu net professionnel déclaré par une personne physique dans une même catégorie de revenus.  
Pour 2001, cet abattement est de 20 % pour la fraction de revenu n'excédant pas 111 900 €. Il est réparti, le cas échéant, en proportion du bénéfice et des plus-values professionnelles imposables à un taux proportionnel et des autres éléments bénéficiant d'un étalement de l'imposition.

— Visa :

Lorsqu'ils confient la tenue et la présentation de leurs documents comptables à un centre de gestion agréé, spécialement habilité à cet effet, les adhérents font apposer le cachet du Centre sur la présente déclaration.

Si le Centre n'est pas habilité, la déclaration de résultats doit être visée par un membre de l'Ordre des experts comptables.

Lorsque le contribuable a opté pour la procédure TDFC (adhésion globale), la partie relative au visa de l'expert comptable devra comporter les informations suivantes :

- nom de l'expert comptable,
- nom du cabinet d'expertise comptable,
- N° SIRET du cabinet d'expertise comptable.

1 A titre de règle pratique, cette quote-part peut être estimée à 10 % du montant net des revenus du portefeuille ou à 30 % du même montant en ce qui concerne les sociétés de personnes dont les investissements en titres, en participations ou en créances ont, à la clôture de l'exercice, une valeur supérieure à la moitié du capital social.

2 Le bénéfice ou le déficit, les revenus de capitaux mobiliers, les plus-values à long terme et le montant de l'impôt déjà versé au trésor (avoir fiscal ou crédit d'impôt) sont à reporter sur la déclaration d'ensemble des revenus n° 2042.

3 Le bénéfice imposable des exploitants soumis à un régime réel d'imposition établis entre le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et le 31 décembre 2003, qui bénéficient des prêts à moyen terme spéciaux ou de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ou, sous certaines conditions, qui ont souscrit un contrat territorial d'exploitation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, est déterminé, au titre des 60 premiers mois d'activité, à compter de la date d'octroi de la première aide, sous déduction d'un abattement de 50 %. Lorsque le point de départ ne coïncide pas avec le début de l'exercice de 12 mois, le bénéfice de l'exercice est réparti *pro rata temporis* et seule la partie du bénéfice réalisée à compter de la date d'octroi de la première aide bénéficie de l'abattement de 50 %. Lorsque le terme de la période d'application de l'abattement ne coïncide pas avec la fin d'un exercice de 12 mois, le bénéfice est également réparti *pro rata temporis* ; seule la part de bénéfice réalisée jusqu'au terme du 59<sup>e</sup> mois qui suit celui au cours duquel l'exploitant s'est installé bénéficie alors de l'abattement. Ce dispositif s'applique également rétroactivement, sur les bénéfices des exercices non prescrits clos avant l'attribution de ces aides.

Cette dernière demande, pour l'exercice en cours à la date d'octroi de la première aide ou pour l'exercice clos avant cette date mais dont la déclaration de résultat n'a pas été déposée, résulte, de manière implicite, de la rédaction même de la déclaration de résultat.

Pour les exercices dont les déclarations ont déjà été déposées à la date d'octroi de la première aide, l'application rétroactive de l'abattement est accordée sur réclamation contentieuse.

Ces dispositions s'appliquent aux exploitants installés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

La déduction de 50 % ne peut se cumuler avec l'abattement sur le bénéfice imposable selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu accordé aux adhérents des centres de gestion agréés.

Les jeunes agriculteurs qui désirent bénéficier de cette mesure, doivent joindre lors du dépôt de la première déclaration une copie de la décision d'octroi de la dotation d'installation qui leur a été notifiée par le Préfet.

4 Les exploitants soumis à un régime de bénéfice réel peuvent pratiquer une déduction plafonnée, soit à 2 287 € (1) [15 000 F], soit à 35 % du bénéfice dans la limite de 8 004 € (2) [52 500 F] et une déduction complémentaire de 10 % de la fraction du bénéfice comprise entre 22 867 € (3) [150 000 F] et 76 225 € (4) [500 000 F]. Pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, le taux de la déduction complémentaire est porté à 20 %. Ces déductions sont calculées après l'application éventuelle de l'abattement de 50 % visé au renvoi 3.

Pour les GAEC et les EARL visées à l'article 5 de la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988, les limites ci-dessus sont multipliées par le nombre d'associés sans pouvoir excéder trois fois les limites prévues pour les exploitants individuels.

Cette déduction doit être utilisée dans les cinq années qui suivent celle au cours de laquelle elle a été pratiquée soit pour l'acquisition ou la création d'immobilisations amortissables strictement nécessaires à l'activité (dont la base d'amortissement sera déduite à due concurrence) soit pour l'acquisition ou la production de stocks de produits ou animaux dont le cycle de rotation est supérieur à un an. Elle vaut renonciation définitive aux dispositions prévues à l'article 72 B du CGI pour les nouveaux stocks à rotation lente, soit enfin, sous certaines conditions, pour la souscription ou l'acquisition de parts sociales de sociétés coopératives agricoles.

Les exploitations doivent, à la clôture de chaque exercice compris de la période de cinq ans ou au terme de celle-ci, faire connaître selon les modalités suivantes le choix qu'ils ont opéré quant à l'affectation de la déduction :

- la déduction a été affectée aux immobilisations ; les exploitants doivent joindre à la déclaration des résultats de l'année de l'investissement un état annexe au tableau des immobilisations et amortissements comportant la date d'acquisition ou de création, la nature de l'investissement, le prix de revient de l'immobilisation, le montant de la (ou des) déduction (s) affectée (s) à ce bien et l'année ou l'exercice de sa (ou ses) réalisation (s).

Si la déduction n'est pas imputée en totalité, il sera précisé qu'il s'agit d'une fraction.

- la déduction a été affectée aux stocks à rotation lentes. Dans ce cas, les exploitants peuvent décider de l'affecter à tout ou partie de la variation en valeur des stocks :

- soit exercice par exercice ; une note annexée à la déclaration précisera le montant de la déduction ou des déductions pratiquée au titre de l'année ou des années précédentes qui sont affectées à une variation et le mode de calcul de la variation en valeur des stocks.

- Soit au terme des cinq exercices ; un état joint à la déclaration de résultat mentionnera chaque année, et pour la première fois à compter de l'année qui suit celle de la première déduction, les déductions pratiquées les cinq années précédentes et les variations de stocks des cinq années correspondantes et de l'année.

- la déduction a été affectée à la souscription ou l'acquisition de parts sociales de sociétés coopératives agricoles : vous devez joindre à la déclaration de résultats de l'année de l'investissement une note qui précise le montant de la déduction affectée à la souscription ou l'acquisition de parts sociales de sociétés coopératives agricoles.

Ce choix doit être porté à la connaissance de l'Administration chaque année.

#### 5 Ligne f

La déduction de 50 % en faveur des jeunes agriculteurs (article 73B du CGI) n'est pas cumulable avec l'abattement CGA.

Porter ligne h le bénéfice ou la part de bénéfice sur lequel a été pratiqué uniquement l'abattement de 50 %. Ce montant doit être reporté sur la déclaration n° 2042 C, lignes HI, II ou JI.

#### Ligne g

Cette ligne doit être servie en cas de déficit.

#### Ligne h

Dans cette ligne est porté le résultat (ligne 4 col. 1 - ligne 4 col. 2 - ligne h). Ce montant est reporté sur la déclaration n° 2042 C, lignes HI, II ou JI, HC, IC ou JC selon que l'abattement CGA est applicable ou non.

6 Les plus-values à long terme provenant de la cession de terrains à bâtir ou biens assimilés sont imposables au taux de 16 %. Le total indiqué dans ces cases correspond en principe au montant de la ligne WT de l'imprimé n° 2151. Toutefois, en cas de décalage entre l'exercice de réalisation des plus-values et l'exercice au titre duquel elles doivent être imposées (plus-values réalisées à la suite de la perception d'indemnités d'assurance ou de l'expropriation d'immuebles), les plus-values ne sont indiquées que sur la déclaration afférente à ce dernier exercice.

7 Montant de l'impôt déjà versé au trésor (avoir fiscal ou crédit d'impôt) afférent aux revenus de capitaux mobiliers indiqués cadre C2 ligne e.

8 Déterminé sur l'imprimé n° 2068, à reporter case TD de la déclaration n° 2042 C.

9 Déterminé sur l'imprimé n° 2069-A, à reporter case TC de la déclaration n° 2042 C.

10 Les bénéficiaires de l'article 44 decies du CGI (BOI 4 A-10-97) doivent porter la part de leurs résultats exonérée dans cette zone. Sur la déclaration de revenus 2042 C, ces sommes doivent figurer au cadre 5A, lignes HB, IB ou JB.

11 Il s'agit du crédit d'impôts au titre des investissements réalisés en Corse dont peuvent bénéficier les petites et moyennes entreprises relevant d'un régime réel d'imposition (projet de loi relatif à la Corse).

- La présente déclaration, établie en un seul exemplaire, est à adresser au service des impôts du lieu de l'exploitation ou, en cas de pluralité d'exploitations, du lieu de la direction commune ou, à défaut, du lieu de la principale exploitation.

Elle doit être souscrite avant le 30 avril 2002 pour les agriculteurs qui arrêtent leur exercice comptable le 31 décembre 2001 et les exercices clos au cours de l'année 2001.

- La déclaration est à souscrire par la femme mariée, lorsqu'elle exerce personnellement l'activité agricole.

- Les contribuables qui réalisent, à titre personnel et à raison de leurs droits dans des sociétés ou groupements placés sous le régime du forfait collectif, une recette moyenne, calculée sur les deux années précédentes, supérieure à 274 408,23 € (5) [1 800 000 F] doivent souscrire deux déclarations n° 2143, la première, à l'adresse du lieu de l'exploitation en indiquant uniquement les renseignements relatifs aux exploitations gérées à titre individuel ; la seconde, à l'adresse du lieu du siège de la direction de la société ou du groupement, en mentionnant tous les éléments comptables de nature à faire apparaître leur part dans les résultats réels de la société ou du groupement.

- La production de la présente déclaration ne vous dispense pas de fournir la déclaration d'ensemble de vos revenus, laquelle est à adresser au service des impôts du lieu de votre domicile.

Si vous envoyez votre déclaration par la poste, n'oubliez pas d'affranchir suffisamment le pli qui, à défaut, risquerait de ne pas être remis à son destinataire.

- Le cachet de la poste fait foi de la date d'expédition.

**IMPORTANT :** Les montants précités s'appliquent pour les exercices clos au plus tard au 31 décembre 2001. Pour les exercices clos à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les montants suivants devront être retenus :

(1) 2 300 €, (2) 8 000 €, (3) 23 000 €, (4) 76 300 €, (5) 274 400 €.

**Nature de l'activité :** Indiquer la mention de l'activité spécialisée ou des activités associées. A cet égard, une activité est considérée comme spécialisée lorsque le chiffre d'affaires habituellement réalisé dans la spécialisation en cause est égal ou supérieur aux 2/3 du chiffre d'affaires total. Dans le cas contraire, on se trouve en présence d'activités associées. Dans certains cas, dits d'activités mixtes, les 2 activités représentent ensemble plus des 2/3 du chiffre d'affaires total. Les associations plus complexes relèvent de la polyculture, du polyélevage, ou de l'association culture élevage. Pour ces cas, la production dominante est celle qui représente plus d'1/3 du chiffre d'affaires total. Les 4 premières positions du cadre correspondent à votre activité selon la codification INSEE (nomenclature NAF).

Liste des activités exercées	Libellé et Code à reporter en page 1	Liste des activités exercées	Libellé et Code à reporter en page 1
<b>I. ACTIVITÉS AGRICOLES SPÉCIALISÉES</b>		<i>Polyculture :</i>	
<b>A. Spécialisation dans le domaine végétal</b>		Polyculture à dominante « grandes cultures » .....	011AO
Céréales, plantes sarclées, légumes secs, plantes industrielles .....	Spécialisé « grandes cultures » .....	011AA	011CO
Culture de légumes, maraîchage .....	Spécialisé « culture de légumes et maraîchage » .....	011CB	011DO
Champignons .....	Spécialisé « champignons » .....	011CX	011FO
Fleurs de plein air, sous serres (ainsi que les associations fleurs-légumes [>2/3] à dominante fleur) .....	Spécialisé « fleurs » .....	011DC	011GO
Pépinières fruitières, viticoles ou ornementales .....	Spécialisé « pépinières » .....	011DE	
Fruits (ainsi que les associations cultures fruitières-vignes [>2/3] à dominante cultures fruitières) .....	Spécialisé « cultures fruitières » .....	011FE	
Vignes à VQPRD, vignes à vin de table, vignes à raisin de table .....	Spécialisé « viticulture » .....	011GD	
<b>B. Spécialisation dans le domaine animal</b>		<b>B.Association à dominante animale</b>	
Vaches laitières et bovins avec activité laitière dominante .....	Spécialisé « bovins lait » .....	012AF	
Viande de bovins .....	Spécialisé « bovins élevage et viande » .....	012AG	
Élevage d'ovins.....	Spécialisé « ovins » .....	012CI	
Élevage de caprins.....	Spécialisé « caprins » .....	012CJ	
Élevage d'équins .....	Spécialisé « équins » .....	012CX	
Élevage de porcs (naisseurs, engraisseurs, naisseurs-engrailleurs) .....	Spécialisé « porcins » .....	012EL	
Production d'œufs, de poussins d'un jour, de volailles démarrées, de volailles de chair .....	Spécialisé « volailles » .....	012GM	
Élevage de lapins, pigeons, cailles .....	Spécialisé « lapins, pigeons, cailles » .....	012JN	
Miel .....	Spécialisé « apiculture » .....	012JQ	
Gibiers, animaux à fourrure, vers à soie .....	Spécialisé « gibiers et animaux à fourrure » .....	012JX	
Élevage « autres animaux » (escargots, animaux de laboratoire, animaux domestiques...) .....	Spécialisé « autres animaux » .....	012JS	
<b>II. ACTIVITÉS AGRICOLES ASSOCIÉES</b>		<b>III. ACTIVITÉS FORESTIÈRES</b>	
<b>A. Association à dominante végétale</b>		Sylviculture (y compris récolte de gemme) .....	020AU
Activités mixtes : Maraîchage et fleurs .....	Association à dominante maraîchage .....	011CC	020BU
Viticulture et fruits.....	Association à dominante viticulture .....	011GE	
<b>IV. ACTIVITÉS DE PÊCHE</b>		Conchyliculture (huîtres, moules) .....	050CV
		Pisciculture (en étang ou bassin) .....	050CW
		Le code correspondant à l'activité exercée doit également être reporté sur le tableau n° 2144.	
		<b>COMPTES BANCAIRES A L'ÉTRANGER</b>	
		— PARTICULIERS : depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1990, les particuliers doivent déclarer les comptes bancaires ouverts, utilisés ou clos à l'étranger retraçant des opérations à caractère privé ou professionnel. Cette déclaration, datée et signée, à établir sur un imprimé spécifique n° 3916 à votre disposition dans les centres des impôts ou sur papier libre reprenant les mentions figurant sur cet imprimé, doit être jointe à votre déclaration de revenu n° 2042.	

— SOCIÉTÉS A FORME NON COMMERCIALE : depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990, les sociétés à forme non commerciale doivent déclarer les comptes bancaires ouverts, utilisés ou clos à l'étranger retraçant des opérations à caractère privé ou professionnel. Cette déclaration, datée et signée, à établir sur un imprimé spécifique n° 3916 à votre disposition dans les centres des impôts ou sur papier libre reprenant les mentions figurant sur cet imprimé, doit être jointe à votre déclaration de résultats.

**Cette déclaration est obligatoirement établie en euros.**

**Déclaration rectificative :** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 si, le cas échéant, vous utilisez cet imprimé pour souscrire une déclaration annuelle rectificative, vous devez la libeller dans la monnaie utilisée pour souscrire la déclaration initiale. Toutefois, une déclaration qui aurait été initialement déposée en francs avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 peut être déposée en euros pour la même période.

**Déclaration tardive :** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, si vous utilisez ce formulaire pour effectuer une déclaration annuelle tardive (exemple : déclaration de résultats 2000 à déposer en 2001), il convient d'utiliser la monnaie dans laquelle cette déclaration aurait dû être souscrite à sa date légale de dépôt. Toutefois, si cette déclaration porte sur un exercice clos au 31 décembre, et si votre comptabilité est en francs pendant la période transitoire, vous pourrez souscrire en euros la déclaration de résultats afférente à l'année 2000, déposée tardivement en 2002.

**Les arrondis fiscaux :** quelle que soit l'unité monétaire dans laquelle est souscrite la déclaration, la base imposable et le montant de l'impôt sont arrondis à l'euro ou au franc le plus proche. Les bases et cotisations inférieures à 0,50 euro ou franc sont négligées et celles supérieures ou égales à 0,50 euro ou franc sont comptées pour 1.

Déclaration souscrite en F <input type="checkbox"/> A2 € <input type="checkbox"/> A3 cocher obligatoirement une case			Exercice N, clos le : <input type="text"/>				Exercice N - 1, clos le : <input type="text"/>			
			Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3		Net 4	
Capital souscrit non appelé*			AA							
<b>ACTIF IMMOBILISÉ *</b>  <div>             Immob. incorporelles              Immob. corporelles              Immob. financières (I)           </div>	Frais d'établissement*	AB	AC							
	Autres immobilisations incorporelles	AD	AE							
	Avances et acomptes	AF	AG							
	Terrains*	AH	AI							
	Aménagements fonciers*	AJ	AK							
	Améliorations du fonds*	AL	AM							
	Constructions*	AN	AO							
	Installations techniques, matériel et outillage*	AP	AQ							
	Autres immobilisations corporelles	AR	AS							
	Animaux reproducteurs*	AT	AU							
	Animaux de service*	AV	AW							
	Plantations pérennes et autres végétaux immobilisés*	AX	AY							
	Immobilisations corporelles en cours	AZ	BA							
	Avances et acomptes	BB	BC							
	Participations et créances rattachées*	BD	BE							
	Prêts	BF	BG							
	Autres immobilisations financières	BH	BI							
	Total (I)		BJ	BK						
	<b>ACTIF CIRCULANT</b>  <div>             stocks              créances              divers           </div>	Approvisionnements et marchandises*	BL	BM						
		Animaux et végétaux en terre (cycle long)*	BN	BO						
En-cours de production de biens et services (cycle long)*		BP	BQ							
Animaux et végétaux en terre (cycle court)*		BR	BS							
En-cours de production de biens et services (cycle court)*		BT	BU							
Produits intermédiaires et finis*		BV	BW							
Avances et acomptes versés sur commande		BX	BY							
Clients et comptes rattachés (2)*		BZ	CA							
Autres clients et comptes rattachés (conventions de compte courant) (2)*		CB	CC							
Autres créances (2)		CD	CE							
Valeurs mobilières de placement		CF	CG							
Disponibilités		CH	CI							
Charges constatées d'avance (2)*		CJ	CK							
Total (II)		CL	CM							
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>		Charges à répartir sur plusieurs exercices* (III)	CN							
	Ecarts de conversion Actif* (IV)	CO								
	Total Général (V)		CP	1A						
	Renvois :		(1) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CQ	(2) Part à plus d'un an :	CR				
	Clause de réserve de propriété :*	Immobilisations :		Stocks :		Créances :				



N° 11149 ★ 04

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_ Durée de l'exercice en nombre de mois\*

Siège de l'exploitation : \_\_\_\_\_ Durée de l'exercice précédent\*

Numéro SIRET\*

Numéro de CGA

Code Activité

(cf. cadre G, p. 2 de la déclaration n° 2143)

(voir page 4 de la déclaration n° 2143)

Déclaration souscrite en F <input type="text"/> A2 € <input type="text"/> A3 cocher obligatoirement une case		Exercice N, clos le : <input type="text"/>		Exercice N - 1, clos le : <input type="text"/>	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé*		AA			
ACTIF IMMOBILISÉ *	Immob. incorporelles	Frais d'établissement*	AB	AC	
		Autres immobilisations incorporelles	AD	AE	
		Avances et acomptes	AF	AG	
	Immob. corporelles	Terrains*	AH	AI	
		Aménagements fonciers*	AJ	AK	
		Améliorations du fonds*	AL	AM	
		Constructions*	AN	AO	
		Installations techniques, matériel et outillage*	AP	AQ	
		Autres immobilisations corporelles	AR	AS	
		Animaux reproducteurs*	AT	AU	
		Animaux de service*	AV	AW	
		Plantations pérennes et autres végétaux immobilisés*	AX	AY	
		Immobilisations corporelles en cours	AZ	BA	
		Avances et acomptes	BB	BC	
	Immob. financières (I)	Participations et créances rattachées*	BD	BE	
		Prêts	BF	BG	
		Autres immobilisations financières	BH	BI	
		Total (I)	BJ	BK	
	ACTIF CIRCULANT	stocks	Approvisionnements et marchandises*	BL	BM
Animaux et végétaux en terre (cycle long)*			BN	BO	
En-cours de production de biens et services (cycle long)*			BP	BQ	
Animaux et végétaux en terre (cycle court)*			BR	BS	
En-cours de production de biens et services (cycle court)*			BT	BU	
Produits intermédiaires et finis*			BV	BW	
créances		Avances et acomptes versés sur commande	BX	BY	
		Clients et comptes rattachés (2)*	BZ	CA	
		Autres clients et comptes rattachés (conventions de compte courant) (2)*	CB	CC	
divers		Autres créances (2)	CD	CE	
		Valeurs mobilières de placement	CF	CG	
		Disponibilités	CH	CI	
COMPTES DE RÉGULARISATION	Charges constatées d'avance (2)*	CJ	CK		
	Total (II)	CL	CM		
	Charges à répartir sur plusieurs exercices* (III)	CN			
	Ecarts de conversion Actif* (IV)	CO			
	Total Général (V)	CP	IA		
Renvois :		(1) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CQ	(2) Part à plus d'un an :	CR
Clause de réserve de propriété *	Immobilisations :		Stocks :		Créances :

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

②

## BILAN - PASSIF

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

			Exercice N 1	Exercice N – 1 2
CAPITAUX PROPRES	Capital social (dont versé ..... ) ou individuel *		DA	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		DB	
	Ecart de réévaluation (1) *		DC	
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE	
	Réserves réglementées		DF	
	Autres réserves		DG	
	Report à nouveau *		DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) *		DI	
	Subventions d'investissement		DJ	
	Provisions réglementées *		DK	
	Total (I)		DL	
	Provisions pour risques et charges *	Provisions pour risques		DM
Provisions pour charges		DN		
Total (II)		DO		
Dettes financières * (2)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		DP	
	Emprunts fonciers		EE	
	Concours bancaires courants et découverts bancaires		DQ	
	Autres dettes financières		DR	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DS	
Autres dettes * (2)	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DT	
	Dettes autres fournisseurs et comptes rattachés (conventions de compte-courant)		DU	
	Dettes fiscales et sociales		DV	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DW	
	Autres dettes		DX	
Compte régul. (2)	Produits constatés d'avance *		DY	
	Total (III)		DZ	
	Ecart de conversion Passif * (IV)		EA	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à IV)		EB	
RENVOIS	(1)	Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1B	
		{ Ecart de réévaluation libre	1C	
		{ Réserve de réévaluation (1976)	1D	
	(2)	Dont { dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EC	
		{ dettes et produits constatés d'avance à plus d'un an	ED	

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

②

## BILAN - PASSIF

Formulaire obligatoire (article 38  
sexdéciés Q de l'annexe III au  
Code général des impôts)

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

			Exercice N 1	Exercice N - 1 2
CAPITAUX PROPRES	Capital social (dont versé.....) ou individuel *	DA		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	DB		
	Ecart de réévaluation (1) *	DC		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées	DF		
	Autres réserves	DG		
	Report à nouveau *	DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) *	DI		
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	Total (I)	DL		
	Provisions pour risques et charges *	Provisions pour risques	DM	
Provisions pour charges		DN		
Total (II)		DO		
Dettes financières * (2)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	DP		
	Emprunts fonciers	EE		
	Concours bancaires courants et découverts bancaires	DQ		
	Autres dettes financières	DR		
Autres dettes * (2)	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DS		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DT		
	Dettes autres fournisseurs et comptes rattachés (conventions de compte-courant)	DU		
	Dettes fiscales et sociales	DV		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DW		
	Autres dettes	DX		
Compte régul. (2)	Produits constatés d'avance *	DY		
Total (III)		DZ		
	Ecart de conversion Passif * (IV)	EA		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à IV)	EB		
RENVIS	(1)	Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1B	
		{ Ecart de réévaluation libre	1C	
		{ Réserve de réévaluation (1976)	1D	
	(2)	Dont { dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EC	
		{ dettes et produits constatés d'avance à plus d'un an	ED	

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142



## COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

		France 1		Exercice N. Exportation 2		Total 3	Exercice précédent N - 1 4	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes d'origine végétale	FA		FB		FC		
	Ventes d'origine animale	FD		FE		FF		
	Ventes de produits transformés	FG		FH		FI		
	Ventes d'animaux * (1)	FJ		FK		FL		
	Autre production vendue * (2)	FM		FN		FO		
	Montant net du chiffre d'affaires *	FP		FQ		FR		
	Variation d'inventaire : animaux reproducteurs immobilisés*					FS		
	Variation d'inventaire de la production stockée*					FT		
	Production immobilisée*					FU		
	Production autoconsommée*					FV		
	Indemnités et subventions d'exploitation (3)*					FW		
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges*					FX		
	Autres produits (4)					GZ		
	Total des produits d'exploitation (5) (I)					FY		
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises et d'approvisionnements (y compris droits de douane)*					FZ		
	Variation de stock (marchandises et approvisionnements)*					GA		
	Achats d'animaux (y compris droits de douane)*					GB		
	Autres achats et charges externes (6)*					GC		
	Impôts, taxes et versements assimilés*					GD		
	Rémunérations (7)*					GE		
	Cotisations sociales personnelles de l'exploitant*					GF		
	Autres charges sociales					GG		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	{ dotations aux amortissements*			GH		
			{ dotations aux provisions			GI		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GJ	
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GK	
	Autres charges (8)					GL		
	Total des charges d'exploitation (9) (II)					GM		
- 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II) (III)					GN			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations					GO		
	Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					GP		
	Autres intérêts, produits assimilés et différences positives de change (10)					GQ		
	Reprises sur provisions et transferts de charges*					GR		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GS		
	Total des produits financiers (IV)					GT		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GU		
	Intérêts, charges assimilées et différences négatives de change (11)					GV		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GW		
	Total des charges financières (V)					GX		
- 2 - RÉSULTAT FINANCIER (IV-V) (VI)					GY			

③

## COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

		France 1		Exercice N. Exportation 2		Total 3		Exercice précédent N - 1 4	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes d'origine végétale	FA		FB		FC			
	Ventes d'origine animale	FD		FE		FF			
	Ventes de produits transformés	FG		FH		FI			
	Ventes d'animaux * (1)	FJ		FK		FL			
	Autre production vendue * (2)	FM		FN		FO			
	Montant net du chiffre d'affaires *	FP		FQ		FR			
	Variation d'inventaire : animaux reproducteurs immobilisés*					FS			
	Variation d'inventaire de la production stockée*					FT			
	Production immobilisée*					FU			
	Production autoconsommée*					FV			
	Indemnités et subventions d'exploitation (3)*					FW			
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges*					FX			
	Autres produits (4)					GZ			
	Total des produits d'exploitation (5) (I)					FY			
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises et d'approvisionnements (y compris droits de douane)*					FZ			
	Variation de stock (marchandises et approvisionnements)*					GA			
	Achats d'animaux (y compris droits de douane)*					GB			
	Autres achats et charges externes (6)*					GC			
	Impôts, taxes et versements assimilés*					GD			
	Rémunérations (7)*					GE			
	Cotisations sociales personnelles de l'exploitant*					GF			
	Autres charges sociales					GG			
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	dotations aux amortissements*			GH			
			dotations aux provisions			GI			
			Sur actif circulant : dotations aux provisions*			GJ			
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					GK			
	Autres charges (8)					GL			
	Total des charges d'exploitation (9) (II)					GM			
- 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II) (III)					GN				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations					GO			
	Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					GP			
	Autres intérêts, produits assimilés et différences positives de change (10)					GQ			
	Reprises sur provisions et transferts de charges*					GR			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GS			
	Total des produits financiers (IV)					GT			
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GU			
	Intérêts, charges assimilées et différences négatives de change (11)					GV			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GW			
	Total des charges financières (V)					GX			
- 2 - RÉSULTAT FINANCIER (IV-V) (VI)					GY				

(RENVOIS : voir tableau n° 2146 bis) \* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

			Exercice N.		Exercice N - 1	
			1		2	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion *		HA			
	Produits des cessions d'éléments d'actif		HB			
	Autres produits exceptionnels sur opérations en capital *		HC			
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HD			
	Total des produits exceptionnels (12) (VII)		HE			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		HF			
	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		HG			
	Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital		HH			
	Dotations aux amortissements et aux provisions		HI			
	Total des charges exceptionnelles (12) (VIII)		HJ			
- 3 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) (IX)			HK			
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (X)			HL			
TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VI)			HM			
TOTAL DES CHARGES (II + V + VIII + X)			HN			
- 4 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)			HO			
REVENUS	(1)	Dont produit de cessions d'animaux reproducteurs *	HP			
	(2)	Dont opérations de nature commerciale ou non commerciale	HT			
	(3)	Dont remboursement forfaitaire TVA	HR			
	(4)	Dont quotes-parts de bénéfice sur opérations faites en commun *	HS			
	(5)	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (13) ci-dessous)	HU			
	(6)	Dont valeur comptable des animaux reproducteurs cédés *	HQ			
	(7)	Dont rémunération du travail de (ou des) l'exploitant(s)	HV			
	(8)	Dont quotes-parts de perte sur opérations faites en commun *	HW			
	(9)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (13) ci-dessous)	HX			
	(10)	Dont différences positives de change	HY			
	(11)	Dont différences négatives de change	HZ			
	(12)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)	Exercice N			
			Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
(13)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)	Exercice N				
		Charges antérieures	Produits antérieurs			

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

		Exercice N.		Exercice N - 1		
		1		2		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion *		HA			
	Produits des cessions d'éléments d'actif		HB			
	Autres produits exceptionnels sur opérations en capital *		HC			
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HD			
	Total des produits exceptionnels (12) (VII)		HE			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		HF			
	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		HG			
	Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital		HH			
	Dotations aux amortissements et aux provisions		HI			
	Total des charges exceptionnelles (12) (VIII)		HJ			
- 3 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		(IX)	HK			
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		(X)	HL			
TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VI)			HM			
TOTAL DES CHARGES (II + V + VIII + X)			HN			
- 4 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)			HO			
REVENUS	(1)	Dont produit de cessions d'animaux reproducteurs *	HP			
	(2)	Dont opérations de nature commerciale ou non commerciale	HT			
	(3)	Dont remboursement forfaitaire TVA	HR			
	(4)	Dont quotes-parts de bénéfice sur opérations faites en commun *	HS			
	(5)	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (13) ci-dessous)	HU			
	(6)	Dont valeur comptable des animaux reproducteurs cédés *	HQ			
	(7)	Dont rémunération du travail de (ou des) l'exploitant(s)	HV			
	(8)	Dont quotes-parts de perte sur opérations faites en commun *	HW			
	(9)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (13) ci-dessous)	HX			
	(10)	Dont différences positives de change	HY			
	(11)	Dont différences négatives de change	HZ			
	(12)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)	Exercice N			
			Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
(13)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)	Exercice N				
		Charges antérieures	Produits antérieurs			







EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION  
SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

Exercice N, clos le : \_\_\_\_\_

Les exploitants ayant pratiqué la réévaluation légale de leurs immobilisations amortissables (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

CADRE A	Détermination du montant des écarts (col. 1 - col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 – col. 2) – col. 5 (5)]
	Augmentation du montant brut des immobilisations	Augmentation du montant des amortissements	Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4)	
			Montant des suppléments d'amortissement (2) 3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4		
	1	2			5	6
1. Terrains						
2. Aménagements fonciers						
3. Constructions						
4. Installations techniques, matériel et outillage						
5. Autres immobilisations corporelles						
6. Animaux reproducteurs et de service						
7. Plantations pérennes et autres végétaux immobilisés						
8. Immobilisations en cours						
9. Participations						
10. Autres titres immobilisés						
11. TOTAUX						

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'exploitation au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.

(2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.

(3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées, cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.

(4) Ce montant comprend :  
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;  
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'exploitation au début de l'exercice.

(5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2145) à la ligne « Provisions réglementées ».

CADRE B	
DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL	
1 – FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE .....	
2 – FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE..... –	
3 – FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE..... =	

Ce cadre est servi par les seuls exploitants qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les exploitants en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE *							
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
		1		2		3		4	
Frais d'établissement	Total I	PA		PB		PC		PD	
Autres immobilisations incorporelles	Total II	PE		PF		PG		PH	
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Aménagements fonciers		PM		PN		PO		PQ	
Constructions		PR		PS		PT		PU	
Installations techniques, matériel et outillage		PV		PW		PX		PY	
Autres immobilisations corporelles		PZ		QA		QB		QC	
Animaux reproducteurs		QD		QE		QF		QG	
Animaux de service		QH		QI		QJ		QK	
Plantations pérennes et autres végétaux immobilisés		QL		QM		QN		QO	
	Total III	QP		QR		QS		QT	
TOTAL GÉNÉRAL I + II + III		UA		UB		UC		UD	

CADRE B		VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE *				CADRE C		MOUVEMENT AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTIS- SEMENTS DÉROGATOIRES *		
Immobilisations amortissables		Amortissements linéaires		Amortissements dégressifs		Amortissements exceptionnels		Dotations		Reprises
		1		2		3		4		5
Frais d'établis- sement	Total I	QU		QV		QW		QX		QY
Autres immobilisations incorporelles	Total II	QZ		RA		RB		RC		RD
Terrains		RE		RF		RG		RH		RI
Aménagements fonciers		RJ		RK		RL		RM		RN
Constructions		RO		RP		RQ		RR		RS
Installations techniques		RT		RU		RV		RW		RX
Autres immob. corporelles		RY		RZ		SA		SB		SC
Animaux reproducteurs		SD		SE		SF		SG		SH
Animaux de service		SI		SJ		SK		SL		SM
Plantations pérennes et autres végétaux		SN		SO		SP		SQ		SR
	Total III	SS		ST		SU		SV		SW
TOTAL GÉNÉRAL I + II + III		UE		UF		UG		UH		UJ

CADRE D	
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *	Montant net au début de l'exercice
	1
Augmentations	2
Dotations de l'exercice aux amortissements	3
Montant net à la fin de l'exercice	4
Charges à répartir sur plusieurs exercices	
	SX
	SY

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142



Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
		1	2	3	4
Provisions réglementées	Provisions pour investissement (1)	2A	TA	TB	TC
	Amortissements dérogatoires	2C	TG	TH	TI
	Autres provisions réglementées (2)	2D	TJ	TK	TL
	TOTAL I	2E	TM	TN	TO
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	2F	2G	2H	2I
	Provisions pour garanties données aux clients	2J	2K	2L	2M
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	2N	2P	2Q	2R
	Provisions pour amendes et pénalités	2S	2T	2U	2V
	Provisions pour pertes de change	2W	2X	2Y	2Z
	Provisions pour pensions et obligations similaires	3A	3B	3C	3D
	Provisions pour impôts (2)	3E	3F	3G	3H
	Provisions pour renouvellement des immobilisations	3I	3J	3K	3L
	Provisions pour grosses réparations	3M	3N	3P	3Q
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	3R	3S	3T	3U
	Autres provisions pour risques et charges (2)	3V	3W	3X	3Y
	TOTAL II	3Z	TP	TQ	TR
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	4A	4B	4C
		- corporelles	4E	4F	4G
		- financières	4I	4J	4K
	Sur stocks et en-cours	4M	4N	4P	4Q
	Sur comptes clients	4R	4S	4T	4U
	Autres provisions pour dépréciation (2)	4V	4W	4X	4Y
	TOTAL III	4Z	TS	TT	TU
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		5A	TV	TW	TX
Dont dotations et reprises		- d'exploitation	5B	5C	
		- financières	5D	5E	
		- exceptionnelles	5F	5G	

(1) provisions réservées aux exploitants faisant participer leurs salariés aux résultats de l'entreprise (C.G.I., art. 237 bis A)

(2) à détailler sur feuillet séparé selon l'objet des provisions.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
		1	2	3	4
Provisions réglementées	Provisions pour investissement (1)	2A	TA	TB	TC
	Amortissements dérogatoires	2C	TG	TH	TI
	Autres provisions réglementées (2)	2D	TJ	TK	TL
	TOTAL I	2E	TM	TN	TO
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	2F	2G	2H	2I
	Provisions pour garanties données aux clients	2J	2K	2L	2M
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	2N	2P	2Q	2R
	Provisions pour amendes et pénalités	2S	2T	2U	2V
	Provisions pour pertes de change	2W	2X	2Y	2Z
	Provisions pour pensions et obligations similaires	3A	3B	3C	3D
	Provisions pour impôts (2)	3E	3F	3G	3H
	Provisions pour renouvellement des immobilisations	3I	3J	3K	3L
	Provisions pour grosses réparations	3M	3N	3P	3Q
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	3R	3S	3T	3U
	Autres provisions pour risques et charges (2)	3V	3W	3X	3Y
	TOTAL II	3Z	TP	TQ	TR
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	4A	4B	4C
		- corporelles	4E	4F	4G
		- financières	4I	4J	4K
	Sur stocks et en-cours	4M	4N	4P	4Q
	Sur comptes clients	4R	4S	4T	4U
	Autres provisions pour dépréciation (2)	4V	4W	4X	4Y
	TOTAL III	4Z	TS	TT	TU
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		5A	TV	TW	TX
Dont dotations et reprises		- d'exploitation	5B	5C	
		- financières	5D	5E	
		- exceptionnelles	5F	5G	

(1) provisions réservées aux exploitants faisant participer leurs salariés aux résultats de l'entreprise (C.G.I., art. 237 bis A)

(2) à détailler sur feuillet séparé selon l'objet des provisions.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

1<sup>er</sup> EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

N° 2150 - IMPRIMERIE NATIONALE

Janvier 2002 - 10257071

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

CADRE A			ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3		
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			6A		6B		6C			
	Prêts (1) (2)			6D		6E		6F			
	Autres immobilisations financières			6G		6H		6I			
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			6J							
	Autres créances clients			6K							
	Personnel et comptes rattachés			6L							
	Mutualité sociale agricole et autres organismes sociaux			6M							
	État et autres collectivités publiques	Taxe sur la valeur ajoutée		6N							
		Autres impôts, taxes et versements assimilés		6O							
		Divers		6P							
	Groupe, communauté d'exploitation et associés			6Q							
	Débiteurs divers			6R							
Charges constatées d'avance			6S								
TOTAUX			6T		6U		6V				
RENOIS	(1)	Montant des	- Prêts accordés en cours d'exercice	6W							
			- Remboursements obtenus en cours d'exercice	6X							
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	6Y								
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)			VA								
Autres emprunts obligataires (1)			VB								
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine		VC								
	à plus de 1 an à l'origine		VD								
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)			VE								
Fournisseurs et comptes rattachés			VF								
Personnel et comptes rattachés			VG								
Mutualité sociale agricole et autres organismes sociaux			VH								
État et autres collectivités publiques	Taxe sur la valeur ajoutée		VJ								
	Autres impôts, taxes et assimilés		VK								
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			VL								
Groupe, communauté d'exploitation et associés			VM								
Autres dettes			VN								
Produits constatés d'avance			VP								
TOTAUX			VQ		VR						
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VS								
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	VT								
	(2)	Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VU								



2° EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

N° 2150 - IMPRIMERIE NATIONALE

Janvier 2002 - 10257071



N° 11156 ★ 04

Formulaire obligatoire (article 38  
sexdecies Q de l'annexe III au  
Code général des impôts)

8

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET  
DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE\*

D.G.I. N° 2150 2

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

CADRE A			ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3		
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		6A		6B		6C				
	Prêts (1) (2)		6D		6E		6F				
	Autres immobilisations financières		6G		6H		6I				
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		6J								
	Autres créances clients		6K								
	Personnel et comptes rattachés		6L								
	Mutualité sociale agricole et autres organismes sociaux		6M								
	État et autres collectivités publiques	Taxe sur la valeur ajoutée	6N								
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	6O								
		Divers	6P								
	Groupe, communauté d'exploitation et associés		6Q								
	Débiteurs divers		6R								
Charges constatées d'avance		6S									
TOTAUX			6T		6U		6V				
RENOIS	(1)	Montant des { - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice	6W								
			6X								
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	6Y								
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)			VA								
Autres emprunts obligataires (1)			VB								
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine		VC								
	à plus de 1 an à l'origine		VD								
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)			VE								
Fournisseurs et comptes rattachés			VF								
Personnel et comptes rattachés			VG								
Mutualité sociale agricole et autres organismes sociaux			VH								
État et autres collectivités publiques	Taxe sur la valeur ajoutée		VJ								
	Autres impôts, taxes et assimilés		VK								
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			VL								
Groupe, communauté d'exploitation et associés			VM								
Autres dettes			VN								
Produits constatés d'avance			VP								
TOTAUX			VQ		VR						
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VS								
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	VT								
	(2)	Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VU								

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

2 e x e m p l a i r e d e s t i n é à l ' a d m i n i s t r a t i o n

© Internet - DGI



N° 11157 ★ 04  
Formulaire obligatoire (article 38  
sexdecies Q de l'annexe III  
au Code général des impôts)

9

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

D.G.I. N° 2151

2

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

Exercice N, clos le :

--	--	--	--	--	--	--

I. RÉINTÉGRATIONS

BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE

Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail	{ de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu		WB
		du conjoint	<input type="text"/> moins part déductible* <input type="text"/> à réintégrer	WC
	Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)			WD
	Amortissements et charges concernant les animaux reproducteurs et de service non fiscalement immobilisables*			WE
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles			WF
	Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du C.G.I.*			WG
	Intérêts excédentaires des comptes courants d'associés			WI
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau n° 2151 bis, cadre II)*			WJ
	Amendes et pénalités (nature : ..... )			WK
Quote-part dans les bénéfices réalisés par une société de personnes ou un G.I.E.				WL
Moins-values nettes à long terme				WM
Fraction imposable des plus-values nettes à court terme réalisées au cours d'exercices antérieurs				WN
Réintégrations diverses (à détailler sur feuillet séparé)*				WO
				WP
				TOTAL I

II. DÉDUCTIONS

PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE

Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E.		WR	
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau n° 2151 bis, cadre II)		WS	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme	— imposées au taux de 16 %	WT
		— imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures	WU
		— imputées sur les déficits antérieurs	WV
		— imputées sur les amortissements réputés différés (à reporter au tableau n° 2151 bis, ligne 7A)	WW
	Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée		WX
	Déduction au titre des investissements dans les DOM-TOM*		WY
	Exonération sur les bénéfices : zone franche Corse (art. 44 decies du CGI)		AI
	Déductions diverses (à détailler sur feuillet séparé)*		WZ
		TOTAL II	XA

III. RÉSULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables et des amortissements réputés différés :		bénéfice (I moins II)	XB		
		déficit (II moins I)			XC
Amortissements réputés différés créés au titre de l'exercice (à reporter au tableau n° 2151 bis, ligne 7C)			XD		
Amortissements réputés différés imputés à la clôture de l'exercice (à reporter au tableau n° 2151 bis, ligne 7B)					XF
RÉSULTAT FISCAL	BÉNÉFICE		XG		
	DÉFICIT				XH
IV. CORRECTIONS DU RÉSULTAT FISCAL	Abattement de 50 % : agriculteurs ayant perçu la dotation aux jeunes agriculteurs ou agriculteurs bénéficiant de prêts à moyen terme spéciaux				XJ
	Déduction pour investissement (article 72 D du Code général des impôts)				XK
V. DÉDUCTION POUR INVESTISSEMENT IMPUTÉE SUR LES PLUS-VALUES :		Montant de la déduction			Plus-value nette imposable
	à long terme au taux de 16 %		XL		XM
	taxées selon les règles prévues pour les particuliers		XQ		XR

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

## I. SUIVI DES DÉFICITS ET DES AMORTISSEMENTS RÉPUTÉS DIFFÉRÉS

A — Déficits reportables autres que ceux correspondant à des amortissements réputés différés en période déficitaire.

	Date de clôture des 5 derniers exercices 1	Déficits imputables 2	Déficits imputés au titre des exercices antérieurs * 3	Déficits restant à imputer col. 2 - col. 3 4
N-5		YA	YB	YW
N-4		YC	YD	YE
N-3		YF	YG	YH
N-2		YI	YJ	YK
N-1		YL	YM	YN
TOTAL		YO	YP	
TOTAL à indiquer sur la déclaration de revenus n° 2042 § 5 cadre A				YR
Déficit de l'exercice (tableau n° 2151, ligne XH)				YQ

## B — Amortissements réputés différés

Dotations de l'exercice susceptibles d'être admises au régime des amortissements réputés différés

8A

Amortissements réputés différés, reportables au titre des exercices antérieurs

YS

Imputations opérées à la clôture de l'exercice	sur la plus-value nette à long terme (tableau 2151, ligne WW)
	sur le résultat de l'exercice (tableau 2151, ligne XF)

7A

7B

Amortissements réputés différés, créés au titre de l'exercice (tableau 2151, ligne XD) \*

7C

Amortissements réputés différés restant à reporter

YT

## II. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(à détailler, en tant que de besoin, sur feuillet séparé)

	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes (Entreprises ayant exercé l'option prévue à l'article 39-1-1° bis 2° alinéa du CGI)	7D	7E
Provisions pour risques et charges		
	7F	7G
	7H	7I
	7J	7K
Provisions pour dépréciation afférentes aux animaux reproducteurs et de service	7L	7M
Autres provisions pour dépréciation		
	7N	7O
	7P	7Q
Charges à payer		
	7R	7S
	7T	7U
	7V	7W
	7X	7Y
	YU	YV

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

TOTAUX  
à reporter  
au tableau 2151 :

ligne WJ

ligne WS

Formulaire obligatoire (article 38  
sexdecies Q de l'annexe III  
au Code général des impôts)

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

2<sup>e</sup> EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

Janvier 2002 - 10257121

IMPRIMERIE NATIONALE

N° 2151 bis -

I. SUIVI DES DÉFICITS ET DES AMORTISSEMENTS RÉPUTÉS DIFFÉRÉS

A — Déficits reportables autres que ceux correspondant à des amortissements réputés différés en période déficitaire.

	Date de clôture des 5 derniers exercices 1		Déficits imputables 2		Déficits imputés au titre des exercices antérieurs * 3		Déficits restant à imputer col. 2 - col. 3 4
N-5		YA		YB		YW	
N-4		YC		YD		YE	
N-3		YF		YG		YH	
N-2		YI		YJ		YK	
N-1		YL		YM		YN	
TOTAL		YO		YP			
TOTAL à indiquer sur la déclaration de revenus n° 2042 § 5 cadre A						YR	
Déficit de l'exercice (tableau n° 2151, ligne XH)						YQ	

B — Amortissements réputés différés

Dotations de l'exercice susceptibles d'être admises au régime des amortissements réputés différés

Amortissements réputés différés, reportables au titre des exercices antérieurs

Imputations opérées à la clôture de l'exercice	sur la plus-value nette à long terme (tableau 2151, ligne WW)
	sur le résultat de l'exercice (tableau 2151, ligne XF)

Amortissements réputés différés, créés au titre de l'exercice (tableau 2151, ligne XD) \*

Amortissements réputés différés restant à reporter

II. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT  
(à détailler, en tant que de besoin, sur feuillet séparé)

		Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes (Entreprises ayant exercé l'option prévue à l'article 39-1-1° bis 2° alinéa du CGI)		7D		7E	
Provisions pour risques et charges					
		7F		7G	
		7H		7I	
		7J		7K	
Provisions pour dépréciation afférentes aux animaux reproducteurs et de service		7L		7M	
Autres provisions pour dépréciation					
		7N		7O	
		7P		7Q	
Charges à payer					
		7R		7S	
		7T		7U	
		7V		7W	
		7X		7Y	
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142	TOTAUX	YU		YV	

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142



\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

Nature des éléments cédés*		Valeur d'origine*	Valeur nette réévaluée*	Amortissements pratiques en franchise d'impôt*	Autres amortissements*	Valeur résiduelle*
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
I - Terrains à bâtir et immeubles assimilés	1					
	2					
	3					
	4					
II - Autres immobilisations *	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					
	13	TOTAUX				

B - DÉTERMINATION DES PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES RÉALISÉES

Qualification fiscale des plus  
et moins-values réalisées

Nature des éléments cédés [report de la colonne (1)] (7)		Valeur résiduelle [report de la colonne (6)] (8)	Prix de vente* (9)	Montant global de la plus-value ou de la moins-value (10)	COURT TERME (11)	LONG TERME (12)
I - Terrains à bâtir et immeubles assimilés						
	Plus ou moins-value nette à long terme sur terrains à bâtir et assimilés (total algébrique des lignes 1 à 3 de la colonne 12)					
II - Autres immobilisations *	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					
13	TOTAUX col 8 à 11 : lignes 1 à 12 col 12 : lignes 5 à 12					
III - Autres éléments	14	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés*			+	
	15	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés			+	
	16	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale			+	
	17	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement effectivement utilisée			+	
	18	Produits de concession des certificats d'obtention végétale et produits de concession de licence d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans				+
	19	Provisions pour dépréciation du portefeuille devenues sans objet au cours de l'exercice				+
	20	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation du portefeuille				-
	21	Divers (détail à donner sur une note annexe)*			+	+
IV	22	CADRE A : Plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 13 à 17 et 21 de la colonne 11)				
		CADRE C : Plus ou moins-value nette à long terme sur éléments autres que terrains et immeubles assimilés (total algébrique des lignes 13 à 21 de la colonne 12)			(A)	(C)

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142

© Internet - DGI  
EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION  
N° 2152 bis -  
IMPRIMERIE NATIONALE  
Janvier 2002 - 10257221



N° 11161 ★ 04 13

Formulaire obligatoire (article 38 sexdecies Q de l'annexe III au Code général des impôts)

AFFECTATION DES PLUS-VALUES, MOINS-VALUES ET AUTRES ÉLÉMENTS SOUMIS AU MÊME RÉGIME FISCAL

D.G.I. N° 2152 bis 2

Désignation du déclarant : \_\_\_\_\_

A - Éléments assujettis au régime fiscal des plus-values à court terme					
Origine		Montant net des plus-values réalisées ① (1)	Montant antérieurement réintégré (2)	Montant compris dans le résultat de l'exercice (3)	Montant restant à réintégrer (4)
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie				
	sur 3 ans				
	sur 10 ans				
	sur une durée différente ②				
	TOTAL 1				
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	Imposition répartie	Montant net des ① plus-values réalisées	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
	sur 3 ans au titre de :	2000			
		1999			
	Sur 10 ans ou	2000			
		1999			
	sur une durée différente	1998			
		1997			
	(art. 39 quaterdecies	1996			
		1995			
	1 ter et 1 quater du CGI)	1994			
		1993			
	à préciser au titre de :	1992			
		TOTAL 2			
<div>① Il s'agit du montant total de la plus-value réalisée à l'origine et non du solde restant à réintégrer à la clôture de l'exercice précédent.</div> <div>② Sinistres ou expropriations (art. 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater du CGI).</div>					
B - Éléments assujettis au régime fiscal des moins-values à long terme					
Origine	Montant des moins-values sur tous les éléments d'actif y compris terrains à bâtir et assimilés *		Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice *	Montant restant à déduire	
(1)	(2)		(3)	(4)	
Moins-values nettes 2001					
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	2000				
	1999				
	1998				
	1997				
	1996				
	1995				
	1994				
	1993				
	1992				
1991					

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2142



N° 11721 ★ 02

14

Formulaire obligatoire  
(art. 38 II de l'annexe III au C.G.I.)

## COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

D.G.I. N° 2153

(2002)

2

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait  
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)



(1)

EXERCICE CLOS LE

N° SIRET

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

ADRESSE (voie)

CODE POSTAL

VILLE

NOMBRE D'ASSOCIÉS OU D'ACTIONNAIRES

NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS

### I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

### II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.



FILIALES ET PARTICIPATIONS

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait  
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)



(1)

EXERCICE CLOS LE

N° SIRET

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

ADRESSE (voie)

CODE POSTAL

VILLE

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIRET (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales et participations excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.